

L'HISTOIRE IMMEDIATE A TOULOUSE

L'histoire d'une petite équipe de recherche, créée il y a dix-sept ans dans une université du sud de la France, n'a rien d'original. C'est, d'ailleurs, parce qu'elle nous a paru assez bien refléter les dynamismes et les pesanteurs de la recherche universitaire française en sciences humaines que nous avons accepté de réunir quelques réflexions et témoignages, en les considérant comme une modeste contribution à une histoire de la recherche universitaire à la fin du XX^{ème} siècle qui s'écrira peut-être un jour.

A l'origine, une double demande

Après coup, la création au sein d'une université toulousaine d'un groupe de recherche en histoire immédiate nous semble avoir été la conséquence d'une double demande : l'une émanant des étudiants, l'autre des professeurs de l'enseignement secondaire. Dès les années soixante-dix, en effet, alors que les universités connaissent d'importantes mutations à la suite de mai 1968, des étudiants d'histoire et de jeunes universitaires –à Toulouse, comme sans doute dans le reste de la France– comprennent mal que la période historique la plus contemporaine soit à peine effleurée si ce n'est carrément exclue des cours d'initiation comme de ceux de licence, dans le choix des mémoires de maîtrise comme dans celui des thèses. Cette singularité se voit, en partie, corrigée, au milieu des années soixante-dix, par la mise en place d'une nouvelle « unité de valeur », intitulée « Histoire de Notre Temps », qui s'intéresse à la période 1945-1970. Dès sa création, cet enseignement est bien accueilli. Selon une enquête faite en mars 1977¹, les cours sur les Etats-Unis, la Guerre froide, la construction de l'Europe, le Tiers Monde et la Chine sont tout spécialement appréciés.

Simultanément, le même noyau d'universitaires à l'origine de l'Unité sur l'histoire immédiate², prenant appui sur l'Association des professeurs d'histoire-géographie, s'investit dans la formation continue des professeurs de l'enseignement secondaire de l'Académie, et, durant l'année 1979-1980, propose des stages sur « le monde depuis 1945 », avec pour thèmes majeurs de réflexion, les problèmes généraux soulevés par l'élaboration et l'enseignement de l'histoire très contemporaine³, ainsi que les grands traits de l'histoire mondiale après 1945. Bien qu'organisés sans l'aide du Rectorat, et avec le seul concours de l'Université et de la Régionale de l'Association des Professeurs d'Histoire-Géographie, ces cycles de formation continue suscitent une très large adhésion de la part des enseignants des collèges et lycées, qui se trouvent alors confrontés à une double nécessité : appliquer de nouveaux programmes accordant une large place à l'histoire du temps présent ; et répondre à l'intérêt très marqué des élèves pour les événements les plus récents. Quelques années plus tard,

¹ Enquête faite auprès d'un groupe de 22 étudiants.

² Nous utilisons dans cette communication, comme dans nos autres publications, tantôt l'expression « histoire immédiate », tantôt celle d'« histoire de notre temps », car, pour nous, elles désignent toutes deux l'histoire de la période la plus contemporaine, celle pour laquelle existent encore des témoins. Cf. introduction de J.-F. Soulet, *L'histoire immédiate*, Que-sais-je-?, PUF, 1994.

³ Trois thèmes rythment cette formation : « constat et raisons d'un malaise », « spécificité de l'histoire de Notre Temps », « documentation, méthodes ».

98,4% des enseignants de Midi-Pyrénées estiment très favorables les réactions générales des lycéens face à ce programme traitant « de la Seconde guerre mondiale à nos jours ».

Un contexte national et régional favorable

En s'efforçant de répondre à cette double demande - celle des étudiants d'histoire et celle des enseignants du Secondaire - les universitaires toulousains prennent totalement conscience de l'insuffisance de leur propre formation en matière d'histoire du temps présent ainsi que de la faiblesse de la bibliographie historique sur cette période. La plupart des ouvrages utilisés par eux, qu'ils traitent des problèmes internationaux comme la Guerre froide, ou des problèmes plus spécifiquement nationaux comme la Guerre d'Algérie, ont été rédigés par des non-historiens, en général des journalistes, tels André Fontaine et Yves Courrière, pour citer deux noms parmi bien d'autres. Il apparaît donc urgent, aux yeux de ces contemporanéistes toulousains, de se regrouper pour envisager des actions communes et mettre en place une structure de recherche.

Il n'existe alors en France qu'une seule équipe de recherche, dépendante du CNRS et spécialisée dans le très contemporain : l'Institut d'histoire du Temps Présent (IHTP), créé en 1978, qui, sous le patronage de René Rémond et la direction de François Bédarida, a pris la relève du Comité d'histoire de la Seconde guerre mondiale, dissous en 1980. L'IHTP, en ses débuts, demeure surtout orienté vers l'histoire du Second conflit mondial et celle de l'immédiat après-guerre⁴. C'est dans un tel contexte qu'en février 1980, deux universitaires toulousains, Rolande Trempé et Henri Sempéré, envisagent la création d'un « centre d'enseignement et de recherches sur le temps présent ». Mais ce projet, ne suscitant pas l'enthousiasme au sein du département d'histoire, est abandonné. Il faut attendre près de neuf années pour que, avec Pierre Vayssière, nous le reprenions et parvenions cette fois à le réaliser en octobre 1989, en lui donnant le nom de « Groupe de Recherche en Histoire Immédiate » (GRHI). Reconnu d'abord comme Jeune équipe (1991), il devient une Equipe d'accueil en 1995.

Cette mise en place à Toulouse d'une équipe de chercheurs spécialisée dans le très contemporain a certainement été encouragée par la présence, dans cette ville, de structures médiatiques de qualité : une vidéothèque disposant des archives de la station de télévision régionale (FR3), et susceptible de servir de relais pour la consultation de la documentation nationale de l'INA ; une Ecole supérieure de l'Audio-visuel installée au sein de l'Université du Mirail ; et, enfin, dans cette même université, un pôle pionnier de recherche sur l'histoire de la presse, créé par Jacques Godechot et animé par deux jeunes enseignants⁵. Quelques années plus tard devait s'ouvrir une Ecole de Journalisme. Si l'on prend aussi en compte l'Institut d'Etudes Politiques, il existait donc, alors, à Toulouse un large potentiel en enseignants, en étudiants et en outils de recherche, susceptible de favoriser l'existence d'une équipe de recherche spécialisée dans l'histoire la plus récente.

Axes de recherche et structures de l'équipe

Dès sa création, la nouvelle équipe toulousaine se fixe trois objectifs majeurs ainsi libellés :

⁴ Pour s'en convaincre, il suffit de consulter la liste des publications de l'IHTP durant la période 1980-1988 : *De Gaulle et la nation face aux problèmes de défense (1945-1946)*, *Jean Moulin et le CNR*, *Les élites en France et en Italie dans les années quarante*, *Pierre Mendès France et le Mendésisme*, *Le Parti communiste français des années sombres*, *La mémoire des Français : quarante ans de commémorations de la Seconde guerre mondiale*, *De Gaulle et la conférence de Brazzaville de 1944...*

⁵ Pierre Bouyoux et Henri Sempéré.

1- Inventorier et analyser les problèmes méthodologiques posés, d'une part par le manque de recul historique et, d'autre part, par le non-accès aux sources classiques et la nécessité d'utiliser une documentation encore mal maîtrisée (sources télévisées et sources orales notamment)

2- Réfléchir sur les problèmes d'interdisciplinarité : comment concevoir la collaboration des historiens avec les autres spécialistes des sciences sociales (géographes, sociologues, économistes, politologues, ethnologues...) et les journalistes qui travaillent sur le même terrain ?

3- S'interroger sur les problèmes pédagogiques posés par l'enseignement du Temps présent : comment enseigner avec rigueur et profit une période vécue par l'enseignant et, en partie ou par parents interposés, par ses élèves ?

En fonction de ces objectifs, deux axes principaux de recherche sont choisis. Le premier consacré à la recherche fondamentale reste inchangé durant quinze ans. Il concerne la méthodologie (sources spécifiques, démarche, emprunts aux méthodologies des sciences voisines...) et la pédagogie de l'histoire immédiate (problèmes particuliers posés par l'enseignement aux différents niveaux scolaires (1^{er} et 2^{ème} cycles de l'enseignement secondaire, enseignement supérieur). Pour le second axe –appelé « recherche appliquée »– trois directions sont choisies initialement : la vie politique régionale, les réactions de l'opinion française face aux grandes mutations de l'ordre politique mondial, l'évolution des pays du Tiers Monde depuis les années soixante. Par la suite, en fonction des entrées et des départs intervenus au sein de l'équipe, les thèmes se trouvent modifiés, deux étant longtemps privilégiés : le système communiste et les rapports franco-algériens.

Dès l'origine, l'équipe choisit d'être une structure de type fédératif à trois niveaux. *Multipôle* dans la mesure où tous ses membres n'appartiennent pas à une seule université (celle de Toulouse-Le Mirail) mais à d'autres établissements (IUFM, Université des Sciences sociales, Université de Pau...); *pluridisciplinaire* puisqu'elle rassemble des chercheurs issus de différentes disciplines spécialisées dans le monde contemporain : historiens, géographes, politologues, économistes...; *transversale*, car elle réunit des chercheurs souvent engagés dans des recherches à finalités thématiques ou géopolitiques (Africanistes, Américanistes, Orientalistes...) qui désirent conduire, au sein d'une structure parallèle à leur champ de spécialité, une réflexion méthodologique générale et comparative.

Des regards extérieurs très contrastés

En mettant en place une telle équipe, ses promoteurs n'avaient pas, je crois, conscience qu'ils remettaient en cause des idées, des pratiques et, d'une certaine manière, des pouvoirs bien établis au sein de la nébuleuse universitaire. Donner toute sa place à la période la plus contemporaine, c'était contester l'équilibre traditionnel entre les périodes historiques. Celui-ci était fondé sur une égalité d'influences (dans les programmes universitaires comme dans la répartition des postes d'enseignants-chercheurs) entre Antiquisants, Médiévistes, Modernistes et Contemporanéistes. En institutionnalisant l'enseignement et la recherche en histoire immédiate, on semblait vouloir ajouter une cinquième période au détriment des quatre autres. Dans la vénérable Eglise historique unie et solidaire, nous introduisons une espèce de dissidence. Ce n'est pas un hasard, si notre équipe fut longtemps surnommée « la secte » par certains de nos collègues toulousains.

Notre démarche –malgré sa modestie– ébranlait également des tabous aussi établis que la suprématie absolue de l'Écrit dans la documentation de l'historien, et la nécessité –non moins absolue !– d'un accès à la totalité des archives publiques. Nous donnions soudain une importance à des sources considérées encore par beaucoup d'historiens comme mineures : les photographies, les

films et la presse. Nous faisons fi d'un postulat érigé en règle d'or sur le fronton des départements d'histoire : l'obligation d'une distance chronologique suffisante entre l'historien et l'objet historique.

Au total, sans en faire une nouvelle révolution copernicienne, l'investissement de notre équipe dans le développement de l'histoire immédiate dans la recherche, à l'Université, au lycée et au collège, agaça, gênait et parfois, scandalisait (accusation de dévoiement des étudiants vers des sujets de recherche « trop » contemporains) une partie de l'*establishment* historique de notre petite région.

Si, aujourd'hui, dix ou quinze ans plus tard, on cherche, par courtoisie ou par esprit de conciliation, à minimiser ces résistances, on ne peut comprendre les difficultés rencontrées pour faire admettre et reconnaître notre équipe à l'échelon local. L'histoire du Groupe est jalonnée de pressions pour le voir s'insérer dans de vastes unités où il perdrait sa spécificité ; de réflexions ironiques et méprisantes à des étudiants ayant l'inconscience de préférer effectuer des recherches sur la presse contemporaine plutôt que sur un terrier du XVI^e siècle ; d'ostracismes envers de jeunes universitaires susceptibles de venir renforcer l'équipe...

En revanche, le soutien se révéla continu et total, tant de la part de disciplines voisines, comme la géographie, que d'instances nationales comme les commissions d'évaluation de la recherche et l'Association des professeurs d'histoire et de géographie. Soutien enthousiaste, aussi, d'Universitaires étrangers, convaincus de la nécessité de pratiquer l'histoire immédiate, avec échanges fructueux passés avec des Universités de Pologne, d'Argentine, de Bulgarie, de Roumanie...

Un bilan également contrasté

Le bilan de l'équipe est, en définitive, un assez bon reflet des obstacles et des encouragements qui ont jalonné son existence. Sur un plateau de la balance, on peut mettre la quarantaine de « tables rondes » et de « rencontres » avec de grands acteurs et historiens du Temps présent ; un effort incontestable de réflexion méthodologique⁶ ; une douzaine d'ouvrages publiés ; une revue riche de 29 numéros ; et, surtout, plusieurs centaines d'étudiants formés aux méthodes de l'histoire immédiate dans le cadre de recherches de maîtrise, de DEA, de master et de thèse. Sur l'autre plateau de la balance, celui des regrets et des insuffisances, je placerai l'absence de tout contacts avec l'IHTP, la rareté de liens avec les chercheurs contemporanéistes d'autres universités (Bordeaux, Aix...) et des IEP du sud de la France, et les carences dans le renouvellement des effectifs, notamment des enseignants-chercheurs ; carences qui ne sont pas de notre fait, mais qui obscurcissent l'avenir de l'équipe.

Quoiqu'il en ait été et quoiqu'il en soit des péripéties de notre groupe toulousain, une certitude s'impose, devenue éclatante avec l'organisation de ce Colloque international. Près de cinquante ans après le fameux article plaidoyer de René Rémond, la cause de l'histoire immédiate semble bel et bien gagnée.

Jean-François Soulet

⁶ Un effort bien concrétisé par la parution du numéro spécial des *Cahiers d'histoire immédiate* (N°29) consacré aux « Pratiques de l'histoire immédiate », qui reprend 29 articles de méthodologie ayant paru dans la revue depuis sa création.